

Crédit aux SNF – France • Juin 2018

Croissance persistante des crédits à l'investissement, portée par les crédits d'équipement

Le taux de croissance annuel des crédits aux SNF augmente en juin (+ 6,0 %, après + 5,8 % en mai). Cette hausse s'explique principalement par les crédits de trésorerie (+ 6,6 %, après + 4,8 %), dont l'accélération résulte pour partie d'un effet de base, le mois de juin 2017 ayant été marqué par d'importants remboursements. Parallèlement, la croissance des crédits à l'investissement se maintient à niveau élevé (+ 6,5 %, comme en mai), les prêts à l'équipement et les crédits à l'immobilier continuant de progresser au même rythme (respectivement + 7,7 % et + 4,7 %).

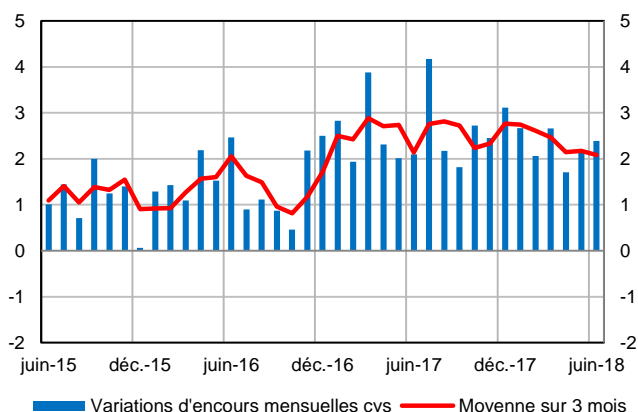
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		Jun-18	Avr.-18	Mai-18
Total	986	5,1	5,8	6,0
Investissement	699	6,4	6,5	6,5
Équipement	421	7,7	7,7	7,7
Immobilier	278	4,4	4,7	4,7
Trésorerie	230	2,4	4,8	6,6
Autres	57	1,6	2,7	-1,2

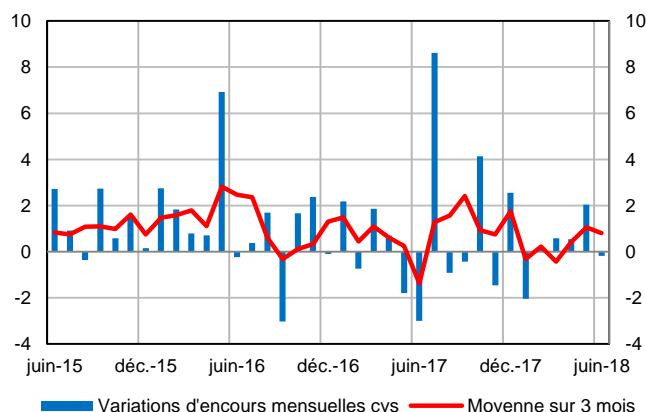
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

